

Luttes des classes

Bulletin Education de la Fédération du PCF 62 - Février 2009



Après le 29 janvier, poursuivre la mobilisation !

Le 29 janvier nous étions plus de deux millions à manifester pour exiger une autre politique face à la crise. A Lille, nous étions plus de 30 000 à manifester, des chiffres qui rappellent les manifestations contre le CPE en 2006 ! Enseignants du primaire et du secondaire, enseignants-chercheurs à l'université, étudiants, parents d'élèves... la mobilisation contre la casse de l'école publique était plus puissante que jamais.

Loin de répondre aux inquiétudes qui se sont exprimées, le gouvernement tente aujourd'hui de maintenir le cap. Maintenir le cap pour Darcos, c'est maintenir les 13 500 suppressions de postes à la rentrée 2009.



Les communistes étaient fortement mobilisés à Lille et dans toute la région, le 29 janvier dernier.

Dans l'académie de Lille, déjà lourdement touchée depuis plusieurs années, ce sont 639 suppressions de postes qui sont prévues à la rentrée 2009 : **226 enseignants du premier degré, 376 enseignants du second degré et 37 emplois d'administratifs.**

L'académie de Lille subit une nouvelle fois la volonté du gouvernement de répondre aux seuls critères économiques qu'il s'est fixés. On voit bien par exemple, dans les collèges, que les créations de postes se révéleront très insuffisantes (en moyenne, une création de poste pour 85 élèves en plus, soit 8 au total pour 716 élèves supplémentaires dans le Nord).

En lycée, c'est l'hécatombe avec au minimum 3,5 postes supprimés par établissement en moyenne. Au minimum car le recteur rend aussi au ministère 56 postes d'enseignants mis à disposition, actuellement occupés par des TZR (Titulaires sur Zone de Remplacement) qui

manqueront bien évidemment à la rentrée. Certains établissements savent déjà que la rentrée sera difficile : à **Boulogne, le lycée Branly perdrait 12 postes, le lycée Darras à Liévin et le lycée Béhal à Lens en perdraient 10, le lycée Mariette à Boulogne 6, le lycée Picasso à Avion 5 !**

Pour les zones de remplacement, les syndicats craignent entre 100 et 150 suppressions de postes : en clair, les problèmes de remplacement s'aggraveront encore l'an prochain.

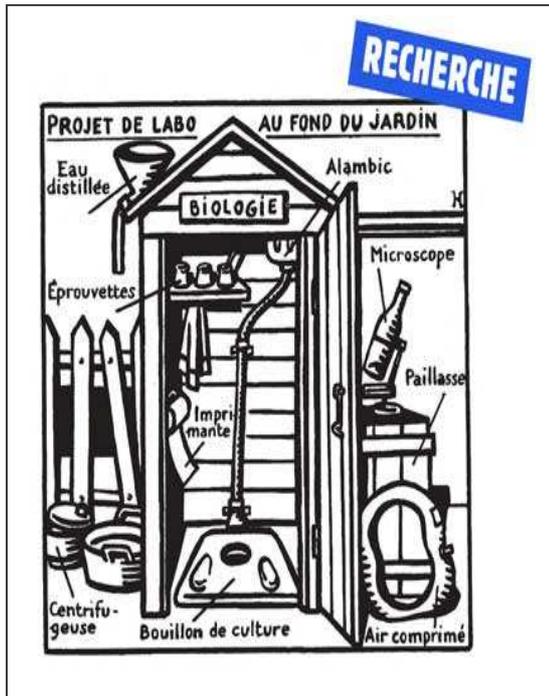
Maintenir le cap pour Darcos, c'est aussi poursuivre la casse de l'emploi public : alors qu'on ne crée pas les postes de CPE, de conseillers d'orientation ou d'assistants sociaux nécessaires, le ministère propose l'embauche de 448 médiateurs dans l'académie de Lille ; il s'agira de contrats aidés installés dans une centaine d'établissements (soit 3 à 4 par établissements) pour « faire le lien avec les familles des élèves absentéistes » et ce, dès le 1er mars, après 15 jours de formation !

Aux côtés des organisations syndicales, le PCF 62 demande l'abandon des suppressions d'emplois dans le secteur de l'éducation et de l'enseignement supérieur.

Il appelle tous ses adhérents et sympathisants à manifester contre la casse de l'école le lundi 16 février à 14h30, à Lille, Porte de Paris.

UNIVERSITES : LA BATAILLE DES SAVOIRS

Le puissant mouvement de protestation qui se développe dans les universités et les organismes de recherche exprime le rejet massif, largement majoritaire de la politique instaurée par Sarkozy et M^{me} Péresse dès le début du quinquennat.



Le PCF n'a eu de cesse de montrer dès l'origine les dangers de la loi LRU, il a mis toutes ses forces militantes et parlementaires en œuvre pour que la Loi et les décrets en préparation soient mis en échec ; cette politique tourne le dos aux défis de l'avenir.

L'avenir a besoin de l'indépendance intellectuelle des chercheurs et des universitaires ; le pouvoir la bafoue ; l'avenir suppose la mise en coopération des potentiels publics de formation, de recherche fondamentale, technologique et industrielle ;

Le pouvoir entend soumettre la conquête des savoirs à la logique de la concurrence « libre et non faussée ».

L'avenir suppose de puissants programmes de recherche publique ; le pouvoir dépèce ses fleurons.

L'avenir a besoin de démocratie vivante, il a besoin de libérer comme jamais l'initiative créatrice ; le pouvoir renforce, au contraire, la contrainte étatique, il corsète toute expression critique.

Face à la crise du capitalisme mondialisé, Sarkozy, Fillon et Péresse trouvent des milliards pour sauver un système bancaire et financier en débâcle pour poursuivre les mêmes gâchis, mais ils comptent chaque centime pour les services publics qu'ils démantèlent et privatisent.

M^{me} Péresse n'a pas le choix : elle doit abandonner sans retour les textes sur lesquels elle s'obstine ; elle doit enfin ouvrir une négociation effective avec les principaux acteurs. Cette négociation doit prendre tout le temps nécessaire, sans faux fuyants.

Le PCF appuie totalement le mouvement actuel des universitaires des chercheurs et des étudiants ; il prend et prendra toutes les initiatives nécessaires à la construction de l'alternative de gauche dont le pays a maintenant un urgent besoin.

Le 5 février, une première mobilisation réussie !

Les étudiants et enseignants-chercheurs étaient notamment

10 000 à Paris,

8000 à Lyon,

6 000 à Toulouse,

5 000 à Marseille,

**4 000 Bordeaux et
Rennes,**

3 000 à Lille,

**2 000 à Strasbourg et
Montpellier,**

1 500 à Aix,

**1 000 à Nantes, Saint-Étienne, Orléans et
Avignon...**

Le PCF 62, le Mouvement Jeunes Communistes et l'Union des Étudiants Communistes appellent les étudiants et enseignants chercheurs à se mobiliser le 16 février.



REJOIGNEZ LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Quand le PCF est fort, le Peuple est fort ! N'hésitez plus : vous aussi, adhérez au Parti Communiste Français.

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

ENTREPRISE :

Bulletin à renvoyer à : PCF 66 rue de la Gare BP 256 – 62300 LENS, ou à remettre à un militant de votre connaissance.

(Contact Fédération PCF⁶² : 03.21.08.12.12 - fedepcf62@wanadoo.fr - <http://www.pcf62.com/>)